

Pau, le 21 juin 2023

ARRETE N° AP-2023-0299

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.412-7 et R.417-11 ;  
Vu le Code Pénal ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Considérant les travaux de réaménagements de l'entrée est de la ville de Pau ;  
Considérant la création de voies réservées à la circulation des véhicules affectés au transport public de voyageurs ;  
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics de réglementer la circulation des véhicules avenue du général de Gaulle, avenue du Général Leclerc et rue Henri Faisans ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – La circulation des véhicules est interdite sur la voie réservée à la circulation des véhicules affectés au transport public de voyageurs créée :

- à partir du n°1 rue Henri Faisans et se prolongeant le long des immeubles portant les numéros impairs de l'avenue du général de Gaulle jusqu'au carrefour à sens giratoire formé avec le boulevard Alsace Lorraine et la rue de Batsalle ;
- avenue du Général de Gaulle, le long des immeubles portant les numéros impairs, dans sa partie comprise entre la rue de Batsalle et le carrefour à sens giratoire formé avec l'avenue du Béarn et la rue Richelieu.

**ARTICLE 2** – La circulation des véhicules est interdite sur la voie réservée à la circulation des véhicules affectés au transport public de voyageurs créée :

- sur la voie centrale de l'avenue du Général Leclerc au droit du n°80 ;
- traversant le carrefour à sens giratoire formé avec l'avenue du Général de Gaulle, la rue Ramond de Carbonnières et la rue Henry Russel ;
- avenue du général de Gaulle, sur la voie longeant les propriétés portant les numéros pairs entre les numéros 68 et 76 allées de Morlaàs ;
- avenue du général de Gaulle, le long des immeubles portant les numéros pairs, dans sa partie comprise entre les allées de Morlaàs et le carrefour à sens giratoire formé avec l'avenue du Béarn et la rue Richelieu ;
- avenue du général de Gaulle, le long des immeubles portant les numéros pairs, dans sa partie comprise entre le carrefour à sens giratoire formé avec l'avenue du Béarn et la rue Richelieu et le carrefour à sens giratoire formé avec le boulevard Alsace Lorraine et la rue de Batsalle.

**ARTICLE 3** – Par dérogation aux articles 1 et 2, en complément des bus du réseau Idélis, sont autorisés à circuler sur toutes les voies réservées à la circulation des véhicules affectés au transport public de voyageurs, les véhicules :

- D'intérêt général prioritaires annonçant leur approche par l'emploi des avertisseurs spéciaux prévus pour leur catégorie ;
- De collecte de fonds pour les distributeurs automatiques de titres ;
- De service, de dépannage et de maintenance du réseau Idélis.

**ARTICLE 4** – Par dérogation à l'article 1, en complément des bus du réseau Idélis, les cycles sont autorisés à circuler sur la voie réservée à la circulation des véhicules affectés au transport public de voyageurs créée à partir du n°1 rue Henri Faisans et se prolongeant le long des immeubles portant les numéros impairs de l'avenue du général de Gaulle jusqu'au carrefour à sens giratoire formé avec le boulevard Alsace Lorraine et la rue de Batsalle.

**ARTICLE 5** – L'arrêt ou le stationnement d'un véhicule sur les voies réservées à la circulation des véhicules de transport public de voyageurs mentionnées aux articles 1 et 2 est considéré comme très gênant.

**ARTICLE 6** – Les dispositions du présent arrêté sont applicable à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

**ARTICLE 7** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 8** – Toutes les dispositions antérieures au présent arrêté sont abrogées.

**ARTICLE 9** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 10** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le      **03 JUIL. 2023**



Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire